

**Chambre des Représentants  
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (\*)

3 DÉCEMBRE 1993

**PROJET DE LOI-PROGRAMME  
(art. 17 à 32 et 4<sup>partim</sup>)**

**RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT  
COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE (1)

PAR M. THISSEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions des 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1993.

(1) Composition de la Commission :

Président : Mme Merckx-Van Goeij.

| A. — Titulaires :   | B. — Suppléants :   |
|---|---|
| C.V.P. MM. De Clerck, Desmet, Mmes Merckx-Van Goeij, Nelis-Van Liedekerke, M. Vandeurzen. | MM. Cauwenberghs, Dupré, Pinxten, Schuermans, Vandendriessche, Van Parys. |
| P.S. MM. Canon, Eerdekens, Gilles, Poty.  | MM. Biefnot, Burgeon (W.), Léonard, Tomas, Walry.                         |
| V.L.D. MM. Berben, Bril, Platteau, Verwilghen.  | MM. Beysen, Cordeel, Daems, Vautmans, Vergote.                            |
| S.P. MM. Landuyt, Van der Maellen, Van der Sande.   | MM. Dielens, Lisabeth, Logist, Swennen.                                   |
| P.R.L. MM. de Clippele, Knoops.   | MM. Kubla, Simonet, Mme Stengers.   |
| P.S.C. MM. Hiance, Thissen.   | MM. Charlier (Ph.), Detremmerie, Mme de T'Serclaes.                       |
| Ecolo/ Agalev VI. M. M. De Vlieghe, Morael.   | MM. Dallons, Simons, Mme Vogels.  |
| VI. Mme Dillen.   | MM. Annemans, Van Nieuwenhuisen.  |

Voir :

- 1211 - 93 / 94 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 4 : Amendements.
- N° 5 : Rapport.
- N° 6 : Amendements.
- N° 7 à 11 : Rapports.

(\*) Troisième session de la 48<sup>e</sup> législature.

**Belgische Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1993-1994 (\*)

3 DECEMBER 1993

**ONTWERP VAN PROGRAMMAWET  
(art. 17 tot 32 en 4<sup>partim</sup>)**

**VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE BELAST MET DE  
PROBLEMEN INZAKE  
HANDELS- EN ECONOMISCH RECHT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER THISSEN

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 1 en 2 december 1993.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : Mevr. Merckx-Van Goeij.

| A. — Vaste leden :   | B. — Plaatsvervangers :   |
|--|---|
| C.V.P. HH. De Clerck, Desmet, Mevr. Merckx-Van Goeij, Nelis-Van Liedekerke, H. Vandeurzen. | HH. Cauwenberghs, Dupré, Pinxten, Schuermans, Vandendriessche, Van Parys. |
| P.S. HH. Canon, Eerdekens, Gilles, Poty.   | HH. Biefnot, Burgeon (W.), Léonard, Tomas, Walry.                         |
| V.L.D. HH. Berben, Bril, Platteau, Verwilghen.   | HH. Beysen, Cordeel, Daems, Vautmans, Vergote.                            |
| S.P. HH. Landuyt, Van der Maellen, Van der Sande.  | HH. Dielens, Lisabeth, Logist, Swennen.                                   |
| P.R.L. HH. de Clippele, Knoops.  | HH. Kubla, Simonet, Mevr. Stengers.                                       |
| P.S.C. HH. Hiance, Thissen.  | HH. Charlier (Ph.), Detremmerie, Mevr. de T'Serclaes.                     |
| Ecolo/ Agalev VI. M. M. De Vlieghe, Morael.  | HH. Dallons, Simons, Mevr. Vogels.  |
| VI. Mevr. Dillen.  | HH. Annemans, Van Nieuwenhuisen.  |

Zie :

- 1211 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.
- N° 5 : Verslag.
- N° 6 : Amendementen.
- N° 7 tot 11 : Verslagen.

(\*) Derde zitting van de 48<sup>e</sup> zittingsperiode.

## I. — PROCEDURE

Plusieurs membres déplorent que le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques soit absent lors de l'examen de dispositions d'un projet de loi qui a indubitablement un caractère politique, notamment en raison de ses implications budgétaires.

La Commission accepte cependant que la discussion se poursuive en la seule présence du représentant du ministre.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques a cependant assisté à la réunion suivante.

## II. — EXPOSE INTRODUCTIF DU REPRESENTANT DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

La loi du 18 avril 1851 sur les faillites exige que les jugements déclaratifs de faillite soient publiés par extrait dans certains journaux. Il est proposé de supprimer cette formalité pour ne maintenir que la seule publication par extrait au *Moniteur belge*, à la diligence du greffier.

Cette modification de la loi est essentiellement dictée par trois motifs. Tout d'abord, elle représente une économie considérable pour l'entreprise, les frais de publication étant imputés à la masse.

Ensuite, la publication dans certains journaux posait un problème d'opposabilité des jugements déclaratifs de faillite. En effet, il y a contestation en ce qui concerne le moment à partir duquel ces jugements sont opposables : quel journal ayant publié le jugement est déterminant à cet égard ?

Le projet tend à lever cette incertitude en fixant ce moment à la date de publication au *Moniteur belge*.

Enfin, cette mesure aura une incidence positive sur les finances publiques, dans la mesure où, en cas d'insuffisance d'actif, les frais de publication sont considérés comme des frais de justice et, à ce titre, émargent au budget du ministère de la Justice.

## III. — DISCUSSION GENERALE

Plusieurs membres objectent que les dispositions soumises à la Commission n'ont pas leur place dans une loi-programme.

D'une part, le projet de loi sur les faillites (Doc. n° 631/1) dont la Commission a été également saisie et qui sera examiné dans les prochaines semaines, contient des dispositions dont l'objectif est identique. D'autre part, l'incidence budgétaire des modifica-

## I. — PROCEDURE

Verscheidene leden betreurden de afwezigheid van de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Economische Zaken bij de bespreking van bepalingen uit een wetsontwerp dat inzonderheid door zijn budgettaire implicaties ontegensprekelijk een politiek karakter heeft.

De commissie stemde er evenwel mee in dat de bespreking wordt voortgezet in aanwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister alleen.

Bij een volgende vergadering was de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken wel aanwezig.

## II. — INLEIDING DOOR DE VERTEGENWOORDIGER VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN VAN ECONOMISCHE ZAKEN

De Faillissementswet van 18 april 1851 vereist dat de vonnissen van faillietverklaring bij uittreksel in bepaalde dagbladen worden gepubliceerd. Er wordt voorgesteld die formaliteit af te schaffen en alleen de bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*, door toedoen van de griffier, te behouden.

De redenen van deze wetswijziging zijn in hoofdzaak drieërlei. Ten eerste houdt zij een aanzienlijke besparing in voor de onderneming, daar de aan de publikatie verbonden kosten, kosten van de boedel zijn.

Vervolgens deed de bekendmaking in bepaalde dagbladen een probleem van tegenwerpelijkeit van de faillissementsvonnissen rijzen. Er bestaat immers betwisting over het tijdstip vanaf hetwelk die vonnissen tegenwerpelijk worden. Welk dagblad waarin het vonnis is verschenen, is daarvoor bepalend ?

In het ontwerp wordt voorgesteld de onzekerheid daaromtrent weg te nemen door dat tijdstip vast te stellen op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Ten slotte zal deze maatregel een gunstige weerslag hebben op de openbare financiën, voor zover de publikatiekosten, in geval van ontoereikend actief, beschouwd worden als gerechtskosten en als dusdanig ten laste vallen van de begroting van het ministerie van Justitie.

## III. — ALGEMENE BESPREKING

Verscheidene leden werpen op dat de aan de commissie voorgelegde bepalingen niet in een programwet thuishoren.

Enerzijds bevat het ontwerp van Faillissementswet (Stuk n° 631/1) dat eveneens bij de commissie aanhangig is en in de eerstvolgende weken zal worden besproken, bepalingen met dezelfde strekking. Anderzijds lijken de budgettaire gevolgen van de

tions proposées est trop peu importante pour justifier que l'on recoure à la technique de la loi-programme pour les faire entrer en vigueur.

*Un membre* propose dès lors de retirer les dispositions relatives à la législation sur les faillites du projet de loi-programme pour les raisons suivantes :

Premièrement, les coûts de publication ne sont imputés au budget de l'Etat que dans des cas exceptionnels.

Comment cela se passe-t-il dans la pratique ? Le curateur veille à la publication de l'extrait du jugement déclaratif de la faillite au *Moniteur belge* et dans les journaux désignés dans le jugement. Il paie également la facture y afférente.

Les coûts de publication font donc partie des dettes de la masse, à savoir les coûts et les dépenses pour la gestion de la faillite.

En tant que telles, elles sont prioritaires même par rapport aux créanciers hypothécaires et privilégiés.

Ce n'est que dans les cas où il n'y a pas d'actif pour couvrir les dettes de la masse que les frais précités sont récupérés à charge du budget de l'Etat.

Les frais de publication seront toutefois généralement déduits du produit de l'actif. Dans la pratique, ces frais seront dès lors supportés le plus souvent par les banques, l'ONSS, etc.

De plus, la publication exclusive au *Moniteur belge*, qui a d'ailleurs généralement lieu tardivement, ne permettrait pas de garantir l'information de la grande majorité des créanciers. Dans les petites entreprises, on ne dispose en effet ni du temps, ni du personnel pour lire le *Moniteur belge*.

Dans l'exposé des motifs (Doc. n° 1211/1, p. 3), on peut lire que l'information donnée au *Moniteur belge* est répercutée aux intéressés par le canal de différents établissements financiers et d'organisations professionnelles. On peut toutefois se demander s'il en est vraiment ainsi.

L'intervenant estime que l'obligation actuelle de publication par voie de presse constitue, surtout pour les petites entreprises, le moyen le plus efficace d'être informées d'une faillite et leur permet en outre de déclarer leurs créances dans le délai imparti.

Il convient également d'attirer l'attention sur l'incidence négative que la mesure proposée aura sur les recettes des journaux, alors que des voix s'élèvent dans diverses formations politiques pour défendre le principe de l'aide à la presse d'opinion. Or, en l'occurrence, il ne s'agit même pas de subventions, mais d'une forme de diffusion de l'information qui est supprimée.

Tous ces éléments nous amènent à conclure que la problématique de la publication des jugements de faillite doit faire l'objet d'un débat de fond qui, idéale-

voorgestelde wijzigingen te gering om de techniek van de programmawet te rechtvaardigen.

*Een lid* stelt daarom voor om de bepalingen betreffende de faillissementswetgeving uit het ontwerp van programmawet weg te laten. Hij draagt daarvoor tevens de volgende inhoudelijke argumenten aan.

Ten eerste vallen de kosten voor de publicatie slechts in uitzonderlijke gevallen ten laste van de begroting van de Staat.

Hoe verloopt zulks in de praktijk ? De curator draagt zorg voor de publikatie van het uittreksel uit het faillissementsvonnis in het *Belgisch Staatsblad* en in de door het vonnis genoemde kranten. Hij betaalt ook de factuur daarvoor.

De kosten van publikatie maken aldus deel uit van de schulden van de boedel, zijnde de kosten en uitgaven voor het beheer van het faillissement.

Als dusdanig hebben zij voorrang, zelfs ten opzichte van de hypothecaire en bevoorrechte schuldeisers.

Alleen in de gevallen waarin er geen actief blijkt te zijn om de schulden van de boedel te dekken, worden de voormelde kosten verhaald op de begroting van de Staat.

Veelal echter zullen de kosten van publikatie in mindering worden gebracht van de opbrengst van het actief. In de praktijk zullen die kosten derhalve in de meeste gevallen *de facto* worden betaald door de banken, de RSZ enz.

Vervolgens zou de loutere publikatie in het *Belgisch Staatsblad*, die overigens vaak laattijdig gebeurt, de grote meerderheid van de schuldeisers onvoldoende informeren. In de kleine ondernemingen heeft men immers noch de tijd noch het personeel om het *Belgisch Staatsblad* te lezen.

In de Memorie van Toelichting (Stuk n° 1211/1, blz. 3) staat te lezen dat de inlichtingen die in het *Belgisch Staatsblad* worden gepubliceerd door financiële instellingen en professionele organisaties verder aan de belanghebbenden worden bekendgemaakt. Het is echter zeer de vraag of dat inderdaad ook gebeurt.

Spreker is van oordeel dat de huidige publikatieverplichting in de kranten vooral voor de kleinere ondernemingen het meest effectieve kanaal is waarlangs zij van een faillissement op de hoogte worden gebracht, zodat zij ook tijdig aangifte kunnen doen van hun schuldvorderingen.

Voorts kan ook worden gewezen op het negatief effect van de voorgestelde maatregel op de inkomsten van de dagbladen. Nochtans worden van diverse zijden politieke uitspraken gedaan ten gunste van steun aan de opiniepers. Hier gaat het overigens niet eens om subsidies, maar om een vorm van informatieverspreiding die wordt afgeschaft.

Al deze elementen nopen tot de conclusie dat over de problematiek van de bekendmaking van de faillissementsvonnissen een grondig debat moet worden

ment, devrait se situer dans le cadre de l'examen du projet de loi sur les faillites.

*Un autre intervenant* ne peut souscrire entièrement aux arguments de fond invoqués par l'intervenant précédent.

Il ne faut pas obliger sans raison les petites entreprises à exposer des frais. L'intervenant déclare qu'il s'abstiendra lors du vote.

*D'autres membres* demandent quelle sera l'incidence budgétaire précise de la mesure proposée. Les dispositions en projet étant insérées dans une loi-programme, on peut en effet supposer qu'elles ont un objectif budgétaire.

*Un membre* ajoute qu'il partage en partie la préoccupation d'un intervenant précédent en ce qui concerne la presse d'opinion, mais qu'il ne faut pas perdre de vue qu'une partie seulement de cette presse pourrait subir un préjudice.

Il s'en suit d'ailleurs qu'une partie seulement des lecteurs sont informés des faillites par le truchement de leur journal.

*Un autre membre* fait observer que les mesures qui sont présentées comme purement budgétaires procèdent en fait d'une position de principe. Qui doit être protégé par la loi sur les faillites et dans quelle mesure ?

Il convient à cet égard d'accorder également une certaine attention aux petits créanciers.

*Le représentant du Vice-Premier Ministre* précise que le produit de la mesure est estimé à 27 millions de francs. Si l'on entend retirer du projet les dispositions relatives aux faillites, il convient en tout cas de consulter le ministre du Budget.

Les mesures proposées dans le cadre du projet de loi-programme forment en effet un tout.

Il ne peut donc être question de rompre l'équilibre entre les efforts qui sont consentis par les divers départements, équilibre auquel le ministre du Budget est très attaché.

*Un membre* réplique qu'il n'est pas précisé comment ce chiffre a été calculé.

*Un membre* déclare qu'il ne s'oppose pas *a priori* à toute mesure relative à l'obligation de publication. Une autre solution pourrait consister à ne plus imposer la publication dans les journaux dans les cas où il n'y a manifestement pas d'actif.

*Un autre membre* partage le point de vue du représentant du Vice-Premier Ministre. Si la mesure proposée n'est pas appliquée, il faudra de toute manière chercher des compensations.

*Un autre intervenant* demande à cet égard que le Ministre de la Justice fasse clairement connaître son point de vue. Il est en effet responsable de son budget.

*Un intervenant précédent* réplique à ce sujet qu'un amendement présenté au projet de loi-programme à l'examen et tendant à allonger le délai de prescrip-

gevoerd. Dat kan het best gebeuren in het raam van de bespreking van het ontwerp van Faillissementswet.

*Een volgende spreker* is het wat de inhoudelijke argumenten betreft, niet geheel met de vorige spreker eens.

Kleine ondernemingen moeten niet nodeloos op kosten worden gejaagd. Spreker verklaart zich bij de stemming te zullen onthouden.

*Andere leden* willen van de regering eerst vernemen wat de gevolgen van de voorgestelde maatregel op budgettair vlak precies zullen zijn. Als de onderhavige bepalingen in een programmawet worden opgenomen dan moet men immers veronderstellen dat daarmee een begrotingsdoelstelling wordt nagestreefd.

*Een lid* voegt daaraan toe dat hij de bezorgdheid van een vorig spreker ten aanzien van de opiniepers voor een stuk deelt. Men mag echter ook niet uit het oog verliezen dat slechts een deel van die pers onrechtstreeks nadeel kan ondervinden.

Daaruit volgt overigens dat slechts een deel van de lezers via hun krant van faillissementen op de hoogte worden gebracht.

*Nog een ander lid* wijst erop dat er achter de bepalingen die als een loutere begrotingsmaatregel wordt voorgesteld, een principiële discussie schuilgaat. Wie moet door de Faillissementswet worden beschermd en in welke mate ?

Daarbij moet ook aandacht gaan naar de kleinere schuldeisers.

*De vertegenwoordiger van de Vice-Eerste Minister* verduidelijkt dat als opbrengst van de maatregel 27 miljoen frank werd vooropgesteld. Wil men de bepalingen over de Faillissementswetgeving weglaten, dan moet in elk geval de minister van Begroting worden geraadpleegd.

De maatregelen voorgesteld in het ontwerp van programmawet vormen immers een geheel.

Het evenwicht tussen de inspanningen die door de departementen worden geleverd en waarover de minister van Begroting waakt, mag niet in het gedrang komen.

Hiertegen wordt ingebracht dat het niet duidelijk is hoe dat cijfer precies werd berekend.

*Een lid* verklaart niet elke ingreep met betrekking tot de publikatieverplichting *a priori* te verwerpen. Een oplossing zou erin kunnen bestaan de publikatie in de krant niet langer op te leggen voor die gevallen waar er kennelijk geen actief is.

*Een ander lid* treedt het standpunt van de vertegenwoordiger van de Vice-Eerste Minister bij. Wordt de voorgestelde maatregel niet doorgevoerd, dan moeten er alleszins compensaties worden gezocht.

Daarbij aansluitend vraagt *een volgende spreker* dat de minister van Justitie duidelijk zijn standpunt te kennen zou geven. Hij is immers verantwoordelijk voor zijn begroting.

Hierop wordt door *een vorig spreker* gerepliceerd dat in de commissie voor de Justitie een amendement op dit ontwerp van programmawet werd aangenomen.



tion pour les délits a été adopté en commission de la Justice. L'incidence budgétaire positive d'une telle mesure doit également être prise en considération.

*Un autre membre* fait observer qu'il faut également régler le problème de la fixation de la date de l'opposabilité. Quelle que soit la forme de publication retenue pour les jugements, les créanciers et surtout les petits créanciers doivent être informés efficacement. Or, pas plus que par le passé, les banques ne pourront s'acquitter de cette tâche à l'avenir.

*Un autre intervenant* souligne que dans l'intérêt des justiciables, la publication au *Moniteur belge* ne peut suffire.

*Le représentant du Vice-Premier Ministre* remarque que les membres qui s'opposent à la modification de loi proposée doivent également se souvenir que la Cour de cassation donne une interprétation très restrictive de l'article 473, deuxième alinéa, de la loi sur les faillites. La Cour estime que le *Moniteur belge* ne peut servir de référence pour marquer le début du délai dont le failli dispose pour s'opposer au jugement fixant le moment de la cessation de paiement (voir Cass., 19 octobre 1984).

C'est pour cette raison que l'Exposé des motifs du projet de loi sur les faillites (Doc. n° 631/1, p. 21) précise notamment que le but est de désigner avec précision le média dans lequel le jugement déclaratif de faillite doit être publié, de manière à assurer un point de départ pour les voies de recours.

Le texte du projet de loi à l'examen correspond d'ailleurs au texte repris dans le projet de loi sur les faillites. A l'origine l'objectif n'était donc pas de réaliser une économie dans le cadre du budget du ministère de la Justice.

*Un membre* estime dès lors qu'il ne faut pas trop insister pour l'instant sur l'aspect budgétaire du problème.

Pour ce qui est du problème de l'opposabilité, celui-ci ne doit pas nécessairement être résolu de la manière proposée dans le projet à l'examen.

*L'intervenant suivant* calcule que si l'on considère que 13 % des faillites sont clôturées pour insuffisance d'actifs, le montant total des frais de publication à charge de l'Etat devrait tourner autour des 8 millions de francs.

*Plusieurs membres* y voient un argument supplémentaire plaidant en faveur de la suppression de ces articles et en faveur du report de la discussion de ce problème jusqu'à l'examen du projet de loi sur les faillites.

*D'autres membres* continuent toutefois d'insister auprès du ministre pour qu'il fasse connaître sa position, éventuellement après concertation avec le ministre du Budget, et pour qu'il fournisse des précisions,

men, waardoor de verjaringstermijn voor wanbedrijven zal worden verlengd. Ook de, positieve, budgettaire implicaties daarvan moeten in aanmerking worden genomen.

*Een ander lid* merkt op dat het probleem van het bepalen van de datum van tegenwerpelijkheid ook moet worden geregeld. Welke vorm van bekendmaking van vonnissen ook wordt gekozen, de schuldeisers en vooral de kleine schuldeisers moeten op een doeltreffende manier worden ingelicht. De banken zullen die taak in elk geval in de toekomst net zo min als nu kunnen vervullen.

*Een volgende spreker* onderstreept dat in het belang van de rechtszoekenden de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* niet kan volstaan.

*De vertegenwoordiger van de Vice-Eerste Minister* wijst erop dat degenen die zich kanten tegen de voorgestelde wetswijzigingen zich er ook rekenschap van moeten geven dat het Hof van Cassatie een zeer restrictieve interpretatie geeft aan artikel 473, tweede lid van de Faillissementswet. Het Hof oordeelt dat het *Belgisch Staatsblad* niet in aanmerking komt om de termijn te doen aanvangen waarover de gefailleerde beschikt om verzet te doen tegen het vonnis waarbij het tijdstip is bepaald waarop is opgehouden te betalen (zie Cass., 19 oktober 1984).

Daarom werd in de Memorie van Toelichting van het ontwerp van Faillissementswet (Stuk n° 631/1, blz. 21) ook aangegeven dat het de bedoeling is zekerheid te brengen over het medium waarin het faillissementsvonnis wordt gepubliceerd en vanaf welk ogenblik de termijnen van verhaal ingaan.

De tekst van dit wetsontwerp stemt overigens overeen met de tekst die in het ontwerp van Faillissementswet is opgenomen. Hij werd derhalve oorspronkelijk niet ontworpen met de bedoeling een besparing op de begroting van het ministerie van Justitie te verwezenlijken.

*Een lid* is dan ook van oordeel dat het budgettaire aspect van de publikatie nu niet al te zeer moet worden beklemtoond.

Wat het probleem van de tegenwerpelijkheid betreft, dat moet niet noodzakelijk op de hier voorgestelde wijze worden opgelost.

*Een volgende spreker* becijfert dat wanneer men ervan uitgaat dat ongeveer 13 % van de faillissementen worden afgesloten wegens ontoereikend actief het totaal van de publikatiekosten ten laste van de Staat ongeveer 8 miljoen frank moet bedragen.

Dat wordt door *sommige leden* aangegrepen als een argument te meer om de artikelen weg te laten en de bespreking van de problematiek uit te stellen tot bij de behandeling van het ontwerp van Faillissementswet.

*Andere leden* blijven er echter op aandringen dat de Vice-Eerste Minister zijn standpunt, eventueel na overleg met de Minister van Begroting, kenbaar zou maken en ook meer uitleg zou verschaffen over de

sions quant aux chiffres qu'il a avancés en ce qui concerne le produit de la mesure proposée.

\*  
\* \*

Au cours d'une réunion ultérieure, *un membre* propose de ne supprimer l'obligation de publication dans les journaux que s'il n'y a pas d'actif pour couvrir les frais.

Dans pareil cas, le curateur qui constate qu'il devra peut-être clôturer la faillite pour insuffisance d'actifs pourrait demander au juge-commissaire de le dispenser de l'obligation de publier des extraits dans les journaux.

*D'autres membres* estiment que l'on ne devrait pas improviser dans le cadre d'une loi-programme.

*Le vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques* déclare, qu'en accord avec le ministre du Budget, il respectera les objectifs budgétaires qui avaient été assignés à son département.

Il comprend les arguments de ceux qui soulignent l'importance d'informer correctement les personnes concernées par une faillite.

Il faut en tout cas maintenir la publication au *Moniteur belge*, en raison de la nécessité de régler le problème de l'opposabilité.

Par ailleurs, le vice-premier ministre peut marquer son accord sur le texte qui a été proposé pour les cas où il n'y a pas d'actif, pour autant que cette solution n'ait aucune incidence budgétaire. Il estime toutefois qu'il faut prévoir une sanction, faute de quoi le curateur n'aura aucun intérêt à renoncer à la publication dans les journaux. Si tel était le cas, la situation existante ne serait sans doute guère modifiée et la mesure n'aurait vraiment aucune utilité.

*L'auteur de la proposition* fait observer à cet égard que si le curateur fait procéder indûment à la publication dans les journaux, il peut être tenu lui-même responsable des frais y afférents et le greffier en chef du tribunal de commerce pourrait refuser de les prendre en charge.

*Un membre* fait observer qu'il ne faut pas oublier que c'est le tribunal qui désigne les journaux dans lesquels le jugement déclaratif de faillite doit être publié.

En outre, dans la pratique, le curateur fera appel à l'assistance judiciaire gratuite s'il estime que l'actif sera insuffisant.

*Un autre membre* s'oppose au texte proposé. On ne peut faire de distinction entre les créanciers selon qu'ils ont ou non affaire à un failli dont le curateur suppose que l'actif s'avérera insuffisant.

genoemde cijfers van de opbrengst van de maatregel die hij voorstelt.

\*  
\* \*

Op een volgende vergadering stelt *een lid* voor de verplichte publikatie in de dagbladen alleen af te schaffen wanneer er geen actief is om de kosten te dekken.

In dat geval zou de curator, wanneer hij vaststelt dat het faillissement mogelijk zal moeten worden gesloten bij gebrek aan actief, de rechter-commissaris verzoeken hem te ontlasten van de publikatieplicht in dagbladen.

*Andere leden* zijn de mening toegedaan dat nu in het raam van een programmawet niet mag worden geïmproviseerd.

*De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Economische Zaken* verklaart, in overeenstemming met de Minister van Begroting, vast te houden aan de begrotingsdoelstellingen die voor zijn departement waren vooropgesteld.

Hij heeft begrip voor de argumenten die werden naar voren gebracht door degenen die het belang benadrukken van een goede informatie van de belanghebbenden bij een faillissement.

De publikatie in het *Belgisch Staatsblad* moet omwille van de noodzaak om van het probleem van de tegenwerpelijke te regelen, in elk geval worden behouden.

De Vice-Eerste Minister kan voor het overige instemmen met het tekstvoorstel dat werd gedaan voor de gevallen waarin er geen actief is voor zover die oplossing uit budgettair oogpunt neutraal is. Hij is evenwel van oordeel dat in een sanctie moet worden voorzien, zoniet zou de curator er geen enkel belang bij hebben om van publikatie in dagbladen af te zien. In dat geval zou de bestaande toestand wellicht weinig veranderen en zou de maatregel vrijwel geen nuttig effect hebben.

Hierop wijst de *auteur van het voorstel* dat wanneer de curator ten onrechte overgaat tot de publikatie in dagbladen hij zelf aansprakelijk kan worden gesteld voor de daaraan verbonden kosten en dat de hoofdgriffier in de rechtbank van koophandel de tenlasteneming daarvan kan weigeren.

*Een lid* merkt op dat men niet uit het oog mag verliezen dat het de rechtbank is die de dagbladen aanwijst waarin het faillissementsvonnis moet worden gepubliceerd.

Bovendien zal de curator wanneer hij vermoedt dat het actief ontoereikend zal zijn in de praktijk een beroep doen op de regeling voor kosteloze rechtspleging.

*Een ander lid* kant zich tegen het tekstvoorstel. Men kan geen onderscheid aanbrengen tussen schuldeisers naargelang zij al dan niet te maken hebben met een gefailleerde van wie de curator vermoedt dat zijn actief ontoereikend zal blijken te zijn.

*Le Vice-Premier Ministre* répète qu'il est favorable au texte proposé, pour autant qu'il soit neutre du point de vue budgétaire. Il est exact qu'il ne résout pas tous les problèmes. C'est ainsi qu'il ne donne aucun critère pour la désignation des journaux. Doit-il s'agir de journaux nationaux ou locaux ? Ces problèmes pourraient cependant être réexaminés à l'occasion de la discussion du projet de loi sur les faillites.

#### IV. — DISCUSSION DES ARTICLES

##### Art. 17

*L'amendement n° 31 de M. De Clerck et consorts* (Doc. n° 1211/4) tendant à supprimer les articles 17 à 32 est retiré.

*L'amendement n° 43 de MM. De Clerck et Thissen* (Doc. n° 1211/6) tendant à supprimer cet article découle des modifications apportées à l'article 18 par l'amendement n° 45.

\*  
\* \*

*L'amendement n° 43* est adopté par 13 voix contre une.

L'article 17 est dès lors supprimé.

##### Art. 18

*L'amendement n° 45 de MM. De Clerck, Thissen et Vandeurzen* (Doc. n° 1211/6) tend à remplacer le premier alinéa de l'article 472 de la loi sur les faillites par une nouvelle disposition et à insérer un nouvel alinéa *in fine* de cet article. Cet amendement fait partie du texte qui a fait l'objet d'un examen approfondi au cours de la discussion générale.

Cet amendement prévoit que le curateur ne devra demander au juge-commissaire d'être déchargé de l'obligation de publication du jugement dans les journaux que s'il constate que la procédure de faillite devra être clôturée pour insuffisance d'actif.

*Un membre* estime que l'amendement n'est pas dépourvu d'incidence budgétaire.

L'obligation de principe de publier le jugement dans les journaux devrait être supprimée.

Pourrait être considéré comme une exception, le fait qu'en cas d'actif suffisant, le curateur pourrait obtenir l'autorisation de faire publier dans au moins deux journaux l'extrait du jugement déclaratif de faillite, et ce, sous sa responsabilité.

L'intervenant ajoute toutefois que cette solution n'enlève rien au fait que le problème de la publication

*De Vice-Eerste Minister* herhaalt dat het tekstvoorstel voor zover het uit budgettair oogpunt neutraal is, zijn goedkeuring kan wegdragen. Het is juist dat het niet alle problemen oplost. Zo wordt geen criterium aangereikt aan de hand waarvan de dagbladen moeten worden aangewezen. Moet het gaan om nationale of plaatselijke dagbladen ? Die problemen kunnen evenwel opnieuw worden besproken naar aanleiding van het ontwerp van Faillissementswet.

#### IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

##### Art. 17

*Amendement n° 31 van de heer De Clerck c.s.* (Stuk n° 1211/4) tot weglating van de artikelen 17 tot 32 wordt ingetrokken.

*Amendement n° 43 van de heren De Clerck en Thissen* (Stuk n° 1211/6) tot weglating van dit artikel vloeit voort uit de wijzigingen die bij amendement n° 45 worden aangebracht in artikel 18.

\*  
\* \*

*Amendement n° 43* wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem.

Bijgevolg wordt artikel 17 weggelaten.

##### Art. 18

*Amendement n° 45 van de heren De Clerck, Thissen en Vandeurzen* (Stuk n° 1211/6) strekt ertoe het eerste lid van artikel 472 van de Faillissementswet te vervangen en *in fine* van het artikel een nieuw lid in te voegen. Het amendement is een onderdeel van het tekstvoorstel dat tijdens de algemene bespreking uitvoerig werd besproken.

Ten gevolge van dit amendement zal de curator alleen wanneer hij vaststelt dat het faillissement mogelijk zal moeten worden gesloten bij gebrek aan actief, de rechter-commissaris moeten verzoeken ontlast te worden van de publikatieplicht in dagbladen.

*Een lid* acht het voorgestelde amendement niet neutraal uit budgettair oogpunt.

De publikatieverplichting in dagbladen zou als principe moeten worden afgeschaft.

Daarop zou dan als uitzondering kunnen gelden, dat de curator ingeval er voldoende actief is, de toelating kan krijgen om het uittreksel uit het faillissementsvonnis onder zijn verantwoordelijkheid te publiceren in ten hoogste twee dagbladen.

Spreker voegt er evenwel aan toe dat ook die alternatieve oplossing niet in de weg staat dat de hele



dans les journaux devra être réexaminé entièrement lors de la discussion du projet de loi sur les faillites.

*Un des auteurs* de l'amendement précise qu'en cette qualité, le curateur est en tout état de cause responsable dans le cadre de la gestion de la faillite et qu'un contrôle strict est exercé en la matière.

*Un autre membre* estime que si le curateur n'était autorisé à publier par voie de presse qu'à titre exceptionnel, cette procédure serait contraire à la *ratio legis*. Rien n'inciterait le curateur à procéder à la publication par voie de presse.

*Le Vice-Premier Ministre* fait observer que le curateur a en effet une grande responsabilité, étant donné qu'il ne saura pas toujours à l'avance s'il devra avoir recours au régime de l'assistance judiciaire ou si les frais seront à charge de la masse.

*Un autre membre* propose de préciser dans le texte de l'amendement n° 45 que le curateur devra le faire sous peine d'en être tenu personnellement responsable.

Un membre réplique que la responsabilité est la règle. L'inscription explicite de celle-ci dans un article pourrait donner lieu à des raisonnements *a contrario*. Le même membre suggère néanmoins de remplacer les mots « S'il constate qu'il est possible » par les mots « S'il constate qu'il est probable ».

*M. Vandeurzen* présente un *sous-amendement* (n° 47 — Doc. n° 1211/6) tendant à remplacer, dans l'amendement n° 45, les mots « le curateur demande au juge-commissaire » par les mots « le curateur est tenu de demander au juge-commissaire ».

L'auteur estime que la responsabilité du curateur est ainsi implicitement établie.

*Un des auteurs de l'amendement* déclare qu'il donne la préférence au texte actuel de l'amendement. Il faut en effet laisser au curateur une marge de manœuvre suffisante pour apprécier si l'actif est ou non suffisant.

A la demande d'un membre, il est en outre précisé qu'il faut entendre par actif, au sens de l'amendement, tout bien mobilier ou immobilier du failli pouvant être réalisé par le biais de la faillite. Sinon, on pourrait également s'en prendre à l'actif des associés des sociétés à responsabilité solidaire et illimitée.

Sur la proposition du *Vice-Premier Ministre*, une phrase est ajoutée à l'amendement n° 45 : « Les frais de publication qui ne sont pas couverts par l'actif resteront à charge du curateur ».

L'amendement n° 32 (Doc. n° 1211/4) de *M. De Vlieghe* tend au deuxième alinéa, point 1 de l'article proposé, aux deuxième et cinquième lignes, à insérer les mots « les activités enregistrées » entre

problematiek van de publikatie in dagbladen opnieuw moet worden onderzocht bij de bespreking van het ontwerp van Faillissementswet.

*Een van de indieners* van het amendement stipt aan dat de curator in die hoedanigheid hoe dan ook in het raam van het beheer van het faillissement aansprakelijk is, en dat daarop een streng toezicht wordt uitgeoefend.

*Een ander lid* is van mening dat als de curator slechts bij wijze van uitzondering in dagbladen mag publiceren, zulke regeling zou indruisen tegen de *ratio legis*. De curator zou er aldus hoegenaamd niet toe worden aangezet om tot publikatie in dagbladen over te gaan.

*De Vice-Eerste Minister* merkt op dat de aansprakelijkheid van de curator inderdaad belangrijk is, aangezien hij niet altijd vooraf zal weten of hij een beroep zal moeten doen op de regeling voor kosteloze rechtspleging of dat integendeel de kosten ten laste van de boedel zullen vallen.

*Een ander lid* stelt voor in de tekst van amendement n° 45 te verduidelijken dat de curator dit zal moeten doen op straffe van persoonlijk daarvoor aansprakelijk te zijn.

Daartegen wordt ingebracht dat de aansprakelijkheid de regel is. Wanneer men die expliciet in een artikel inschrijft, zou dat tot *a contrario*-redeneringen aanleiding kunnen geven. Hetzelfde lid suggereert echter om het woord « mogelijk » te vervangen door het woord « waarschijnlijk ».

*De heer Vandeurzen* dient daarop een *subamendement* n° 47 (Stuk n° 1211/6) in, dat ertoe strekt in amendement n° 45 de woorden « verzoekt hij de rechter-commissaris » te vervangen door « is hij verplicht de rechter-commissaris te verzoeken ».

Daardoor wordt, aldus de indiener, impliciet de aansprakelijkheid van de curator aangegeven.

*Een van de indieners van het amendement* verklaart de huidige tekst van het amendement te verkiezen. Er moet immers aan de curator voldoende ruimte worden gelaten om te beoordelen of er voldoende actief is of niet.

Op vraag van *een lid* wordt tevens verduidelijkt dat in het amendement onder actief moet worden verstaan elk roerend of onroerend goed van de gefailleerde dat via het faillissement te gelde kan worden gemaakt. Zoniet dan zou in vennootschappen met onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid ook het actief van de vennoten kunnen worden aangesproken.

Op voorstel van de *Vice-Eerste Minister* wordt vervolgens *in fine* van amendement n° 45 een zin toegevoegd : « De kosten van publikatie die niet worden gedekt door het actief zullen ten laste blijven van de curator ».

*Amendement n° 32 van de heer De Vlieghe* (Stuk n° 1211/4) heeft tot doel in het voorgestelde artikel 472, tweede lid, punt 1, op de derde en op de vijfde regel, tussen het woord « inschrijvingsnum-



les mots « numéro d'immatriculation et les mots « au registre de commerce ».

*L'auteur* indique que cet amendement a pour objectif d'améliorer l'efficacité de l'analyse économique des statistiques relatives aux faillites et, par voie de conséquence, de celles afférentes au chômage. Certains tribunaux publient en effet d'assez larges extraits décrivant notamment l'activité des entreprises; d'autres ne mentionnent que les activités enregistrées au registre du commerce. Il est en effet important notamment pour les analystes économiques, de connaître l'activité des entreprises et les branches professionnelles auxquelles elles ressortissent, touchées par les faillites.

*Un orateur* signale que la description des activités enregistrées des entreprises nécessite, dans certaines hypothèses, de nombreuses pages dans le *Moniteur belge*.

La publicité de l'information est déjà assurée par la mention au *Moniteur belge* du numéro d'immatriculation au registre du commerce. Si l'on souhaite effectuer des statistiques économiques, il suffit de consulter le registre du commerce pour obtenir la liste des entreprises faillies et connaître ainsi l'activité exercée par la (ou les) entreprise(s) concernée(s).

*L'auteur* répond que cette démarche nécessite de nombreuses recherches.

*Un membre* se rallie aux propos du préopinant. Il ajoute qu'il n'est pas indiqué de charger le personnel du greffe du tribunal du commerce d'une tâche d'assistance dans la confection des statistiques économiques. Ce n'est pas son rôle.

*Le Président* rappelle qu'une discussion de fond sur le droit des faillites aura lieu à l'occasion de l'examen du projet de loi sur les faillites (Doc. n° 631/1). Le problème pourra être soulevé de nouveau dans ce cadre là.

\*  
\* \*

*L'amendement n° 47 de M. Vandeurzen* est retiré.

*L'amendement n° 45 de MM. De Clerck, Thissen et Vandeurzen* est adopté par 13 voix contre 2.

*L'amendement n° 32 de M. De Vlieghe* est retiré.

L'article 18, ainsi modifié, est adopté par 13 voix contre 2.

mer » en de woorden « in het handelsregister » telkens de woorden « en de ingeschreven activiteiten » in te voegen.

*De indiener* stipt aan dat dit amendement ertoe strekt de economische analyse van de faillissementsstatistieken en zodoende ook van de economische statistieken van de werkloosheid efficiënter te maken. Sommige rechtbanken publiceren immers vrij uitgebreide uittreksels waarin onder meer de activiteiten van de ondernemingen worden omschreven; andere publiceren alleen de activiteiten die worden uitgeoefend volgens het handelsregister. Het is immers van belang dat met name de economische analisten de activiteiten van de ondernemingen kennen alsmede de door faillissementen getroffen beroepssectoren waartoe ze behoren.

*Een spreker* wijst erop dat de beschrijving van de ingeschreven activiteiten van de ondernemingen in sommige gevallen vele bladzijden in het *Belgisch Staatsblad* beslaat.

De openbaarheid van deze informatie is al gegarandeerd doordat in het *Belgisch Staatsblad* het nummer van het handelsregister wordt vermeld. Voor het opmaken van economische statistieken kan het handelsregister worden geraadpleegd: daar is een lijst van de failliete ondernemingen beschikbaar, en daaruit kon de door de betrokken onderneming(en) uitgeoefende activiteit worden afgeleid.

*De indiener* antwoordt dat zulks vele opzoekingen vergt.

*Een lid* sluit zich aan bij de voorlaatste spreker. Hij voegt daaraan toe dat het niet aangewezen is het personeel van de griffie van de handelsrechtbank te belasten met het verlenen van medewerking aan de opmaak van economische statistieken. Dat behoort niet tot de taken van de griffie.

*De voorzitter* brengt in herinnering dat over de faillissementswetgeving zal worden gedebatteerd tijdens de bespreking van het ontwerp van faillissementswet (Stuk n° 631/1). Dit probleem kan bij deze gelegenheid opnieuw aan de orde komen.

\*  
\* \*

*Amendement n° 47 van de heer Vandeurzen* wordt ingetrokken.

*Amendement n° 45 van de heren De Clerck, Thissen en Vandeurzen* wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

*Amendement n° 32 van de heer De Vlieghe* wordt ingetrokken.

Artikel 18, aldus gewijzigd, wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

Art. 19

Un correction de texte est apportée à cet article. L'article 472 de la loi sur les faillites prévoit en effet deux jugements.

\*  
\* \*

L'article 19 est adopté par 12 voix contre 2 et une abstention.

Art. 20

*L'amendement n° 44* (Doc. n° 1211/6) de *MM. De Clerck et Thissen* vise à supprimer la disposition proposée.

*Un des auteurs* renvoie à la justification de l'amendement (n° 43) afférent à l'article 17.

Cet amendement est adopté par 13 voix contre 2. En conséquence, l'article 20 est supprimé.

\*  
\* \*

Art. 21

Cet article n'appelle pas d'observations et est adopté par 12 voix et 3 abstentions.

\*  
\* \*

Art. 22

*L'amendement n° 41* de *M. Thissen* (Doc. n° 1211/6) vise à maintenir le texte actuel de l'article 583, premier alinéa de la loi sur les faillites, pour autant que son contenu ne soit pas modifié.

A la demande d'un membre, il est précisé que l'article 583 concerne les banqueroutes. Les modifications qui ont été apportées aux articles précédents n'ont aucune incidence sur cet article.

\*  
\* \*

*L'amendement n° 41* de *M. Thissen* et l'article 22, ainsi modifié, sont successivement adoptés par 12 voix et 3 abstentions.

Art. 19

In het artikel wordt een tekstverbetering aangebracht. Overeenkomstig artikel 472 van de Faillissementswet zijn er immers twee vonnissen.

\*  
\* \*

Artikel 19 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Art. 20

*Amendement n° 44* van de heren *De Clerck en Thissen* (Stuk n° 1211/6) strekt ertoe de voorgestelde bepaling weg te laten.

*Een van de indieners* verwijst naar de verantwoording van amendement n° 43 op artikel 17.

Dit amendement wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen. Artikel 20 wordt diensgevolge wegge laten.

\*  
\* \*

Art. 21

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 12 stemmen en 3 onthoudingen.

\*  
\* \*

Art. 22

*Amendement n° 41* van de heer *Thissen* (Stuk n° 1211/6) strekt ertoe de tekst van artikel 583, eerste lid van de Faillissementswet, voor zover hij naar de inhoud niet wordt gewijzigd, in zijn oorspronkelijke lezing te behouden.

Op vraag van een lid wordt verduidelijkt dat artikel 583 betrekking heeft op bankbreuk. De wijzigingen die in vorige artikelen werden aangebracht hebben hierop geen invloed.

\*  
\* \*

*Amendement n° 41* van de heer *Thissen* en artikel 22, aldus gewijzigd, worden achtereenvolgens aangenomen met 12 stemmen en 3 onthoudingen.

## Art. 23

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par 12 voix contre 2 et une abstention.

## Art. 24

L'amendement n° 42 de M. Thissen (Doc. n° 1211/6) vise à supprimer, au premier alinéa du texte proposé, les mots « à la diligence du greffier », en vue d'éviter de répéter la disposition du troisième alinéa de l'article 596 de la loi sur les faillites.

Une série de corrections linguistiques sont également apportées dans le texte néerlandais.

\*  
\* \*

L'amendement n° 42 est adopté par 13 voix contre 2.

L'article 24, ainsi modifié, est adopté par 12 voix contre 2 et une abstention.

## Art. 25 et 26

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont successivement adoptés par 12 voix contre 2 et une abstention.

## Art. 27 à 32

L'amendement n° 46 (Doc. n° 1211/6) de MM. De Clerck et Thissen tend à supprimer ces articles.

Un des auteurs signale que ces dispositions ont trait à la publication en cas de procédure de concordat judiciaire. L'argument budgétaire ne peut toutefois pas être invoqué puisque, par définition, l'entreprise concernée dispose encore de moyens financiers. S'il n'y avait pas d'actif, la procédure ne pourrait pas être entamée.

Le Ministre souscrit à cet amendement vu son absence d'incidence budgétaire pour le budget de l'Etat.

\*  
\* \*

L'amendement n° 46 est adopté par 12 voix contre 2 et une abstention. En conséquence, les articles 27 à 32 sont supprimés.

\*  
\* \*

## Art. 23

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Artikel 23 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

## Art. 24

Amendement n° 42 van de heer Thissen (Stuk n° 1211/6) strekt ertoe in het eerste lid van de voorgestelde tekst de woorden « door toedoen van de griffier » weg te laten, dit om een herhaling te voorkomen van het bepaalde in het derde lid van artikel 596 van de Faillissementswet.

Er worden tevens enkele taalverbeteringen in de Nederlandse tekst aangebracht.

\*  
\* \*

Amendement n° 42 wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

Artikel 24, aldus gewijzigd, wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

## Art. 25 en 26

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. De artikelen 25 en 26 worden achtereenvolgens aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

## Art. 27 tot 32

Amendement n° 46 (Stuk n° 1211/6) van de heren De Clerck en Thissen strekt ertoe die artikelen weg te laten.

Een van de indieners wijst erop dat die bepalingen betrekking hebben op de publikatie bij een procedure ter verkrijging van het gerechtelijk akkoord. De begroting kan hier niet als argument worden aangevoerd, aangezien de betrokken onderneming per definitie nog over financiële middelen beschikt. Indien er geen activa zouden zijn, zou de procedure niet kunnen worden ingezet.

De Minister stemt in met dit amendement, aangezien het geen enkele weerslag heeft op de Rijksbegroting.

\*  
\* \*

Amendement n° 46 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en één onthouding. Bijgevolg worden de artikelen 27 tot 32 weggelaten.

\*  
\* \*

Art. 41

La date d'entrée en vigueur ne donne lieu à aucune observation.

L'article 41 ainsi que l'ensemble des dispositions soumises à la Commission, telles qu'elles ont été modifiées, sont adoptés par 14 voix et 3 abstentions.

*Le Rapporteur,*

R. THISSEN

*Le Président,*

T. MERCKX-VAN GOEY

Art. 41

Over de datum van inwerkingtreding worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 41 alsmede het geheel van de aan de Commissie voorgelegde bepalingen, zoals gewijzigd, worden aangenomen met 14 stemmen en 3 onthoudingen.

*De Rapporteur,*

R. THISSEN

*De Voorzitter,*

T. MERCKX-VAN GOEY